

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AGRI AGEN SAS

Moulin de Lafox
47240 Lafox

Références : IC/SM/UbD24-47/2026/055
Code AIOT : 0005202156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement AGRI AGEN SAS implanté Au Moulin de Lafox 47240 Lafox. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection rentre dans le cadre de l'opération régionale coup de poing sur le contrôle des conditions de stockage et de maîtrise des risques des produits chimiques utilisés au sein des ICPE et le suivi de la mise ne demeure .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRI AGEN SAS
- Au Moulin de Lafox 47240 Lafox

- Code AIOT : 0005202156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de Lafox du groupe AGRI AGEN est spécialisé dans les silos de stockages de céréales.

Le site est une installation à enregistrement pour la rubrique 2160-1a (silos plats d'une capacité de 25 500 m³) de la nomenclature des installations classées.

Le site a un local phytosanitaires (rubrique 4510 à DC).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22-II	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet
6	Déroulé de l'incident	Autre du 25/10/2021, article RAPVI, Faits Non Conforme (FNC1),	Sans objet
7	Déclaration	AP de Mise en Demeure du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'accident	23/11/2021, article 1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le groupe a mis en place une organisation permettant aux opérateurs d'avoir accès aux fiches de données de sécurité et a prévu les EPI nécessaires au sein de son établissement.
Sur la fiche de données de sécurité vérifiée, les risques et la dangerosité des produits sont connus.
Toutefois, des justificatifs complémentaires sont demandés à l'exploitant notamment sur la capacité de la rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant indique qu'il y a plusieurs accès possibles aux FDS. Pour cela, une procédure intitulée « mode d'accès aux FDS » du 30/09/2021 a été mise en place. La responsable qualité fait la démonstration. Tout d'abord, elles sont disponibles sur leur logiciel de gestion « PROJECTION » de GRAINBOW, installés les postes informatiques du site. Il y a également un accès sur la centrale d'achat (fournisseur) ACTURA, via PHYTINFO. Enfin, elle précise que les agents ont passé le certificat individuel pour les produits phytopharmaceutiques (Certiphyto) et savent utiliser quick FDS. Par sondage, l'inspection a consulté la FDS du ROUNDUP : elle est datée du 28/09/2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la FDS du ROUNDUP, il est indiqué d'éviter le contact avec la peau, les yeux et les vêtements lors de la manipulation, et d'utiliser un équipement de protection individuelle (EPI) en cas de dispersion accidentelle.</p> <p>L'exploitant précise qu'il ne manipule pas les produits. Ils sont stockés dans le local phytosanitaires, fermé et accessible avec un badge, en attente de vente aux agriculteurs.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a des EPI et notamment des gants en nitrile, des masques de protection respiratoire A2P3 avec cartouches et recharges disponibles.</p> <p>Ils proposent également des équipements à la vente, qui sont entreposés hors du local phytosanitaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - gants jetables TouchNTuff 92-500 ou AlphaTeC 58-270 de la marque <i>Ansell</i>, - combinaisons Quick PHYTO pour la manipulation de produits phytopharmaceutiques, - lunettes pour la protection des yeux, - plusieurs types de masques FFP2 de la marque 3M. <p>Dans le local de stockage, l'inspection a constaté la présence d'un extincteur à poudre 50 kg (adapté aux préconisations des FDS) qui a été vérifié en 2025.</p> <p>L'élimination des déchets est réalisée par la filière ADIVALOR : il y a 2 ramassages annuels. Il est demandé aux agriculteurs de rincer les bidons avant de les mettre en sacs pour la collecte. Les PPNU (produits phytosanitaires non utilisables) sont identifiés et rangés dans un carton à part, puis envoyé à CHIMIREC via ADIVALOR.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée :

<p>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le local de stockage des produits phytosanitaires est sur rétention d'une capacité de 10 000 litres.</p> <p>L'état des stocks indique un total cumulé pour les liquides et les solides.</p> <p>Le total des produits liquides a été fait postérieurement à l'inspection :</p> <p>TOTAL = 14 142 L</p> <p>Dans le hall, l'inspection a constaté la présence d'un avaloir permettant de collecter et de retenir <i>in situ</i> les liquides des produits stockés dans le local phytosanitaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant apportera la justification de la capacité de la rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 22-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise des grilles d'incompatibilité standard pour stocker les produits dans le local.</p> <p>L'inspection a en effet constaté le tableau d'incompatibilité chimique affiché à l'entrée du local phytosanitaires, ainsi que le plan de stockage qui définit les zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CMR - inflammables - corrosifs - dangereux pour l'environnement. <p>Les produits sont séparés en fonction des incompatibilités et une signalétique appropriée est apposée sur les étagères.</p> <p>Les produits phytosanitaires sont stockés dans leur emballage d'origine, avec l'étiquette, les pictogrammes et les mentions de danger.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant va sur le logiciel de gestion « PROJECTION » pour sortir l'état des stocks du jour. Celui-ci est mis à jour en fonction des commandes entrées /sorties du magasin.</p> <p>L'inspection a consulté l'état des stocks en réel et a demandé une extraction sur les produits phytosanitaires. Le total indique 51 246 litres et kg confondus.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Déroulé de l'incident

<p>Référence réglementaire : Autre du 25/10/2021, article RAPVI, Faits Non Conforme (FNC1),</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, eaux d'extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>«Les eaux d'extinction incendie n'ont pas été collectées.L'exploitant met en place un système permettant de récupérer les eaux susceptibles d'être polluées, notamment lors d'un sinistre.»</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun dispositif n'a permis de retenir les eaux d'extinction incendie, qui</p>

se sont écoulées dans un fossé à proximité du site.
FNC : Les eaux d'extinction incendie n'ont pas été collectées.

Constats :

Dans le courrier du 4 novembre 2021, l'exploitant a précisé :

« Pour ce qui est de la collecte des eaux d'incendie, nous tenons à préciser que les eaux non collectées concernent uniquement les eaux de ruissellements c'est-à-dire les eaux qui ont coulées le long du bâtiment et donc non impactée par l'incendie.

L'incendie a eu lieu dans le four qui est situé dans un bâtiment fermé. L'eau qui a été projetée à l'intérieur du bâtiment a été concentrée dans des rigoles et dans la fosse de ce même bâtiment. Nous avons procédé le vendredi 15 octobre par la Sté RIEU à un vidage partiel avec récupération de l'eau.

Le lundi 19 octobre la Sté LA POLULAIRE a effectué un pompage et nettoyage afin d'évacuer le tournesol brûlé et l'eau stagnante.

Le mardi 20 octobre la Sté BELFOR a décontaminé et asséché l'ensemble du matériel et évacué les déchets brûlés. »

L'inspection a consulté les factures de la société RIEUX du 18/10/21 indiquant la vidange de la fosse ; ainsi que la facture de la société BELFORT du 01/01/2022, indiquant les actions réalisées suite à l'incendie :

- le pompage de l'eau,
- la récupération et traitement des eaux,
- la décontamination du matériel,
- l'évacuation des déchets, avec les bordereaux de suivi des déchets (chimirec).

L'inspection a constaté la rigole entre le séchoir et la fosse sous le silos, où les eaux polluées ont été récupérées.

Les eaux d'extinction incendie n'ont pas rejoint le milieu naturel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/11/2021, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident

Prescription contrôlée :

La société Agri Agen, exploitant une installation de stockage de céréales sise lieu-dit «Moulin de Lafox» sur la commune de Lafox, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'Environnement en déclarant dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées la survenue de tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du même code.

Constats :

Dans son courrier de réponse du 4 novembre 2021 à l'inspection suite à l'incendie, l'exploitant a précisé avoir mis en place un plan de défense incendie avec des consignes.
L'inspection a consulté ce plan : c'est un classeur dans lequel il y a bien une consigne sur l'information des installations classées notamment en cas d'incident / accident.
Les numéros de téléphone ont été mis à jour.

Type de suites proposées : Sans suite